**La construction de l'économie socialiste de marché**

A la mort de Mao Zedong en 1976, le fonctionnement de l'économie chinoise repose sur les principes classiques d'un système communiste. Planifiée, autarcique et collectivisée, la Chine est un pays pauvre, qui connaît un écart de richesses important avec les économies occidentales développées. Conscients de leur retard et des bilans peu concluants de la planification économique, les nouveaux dirigeants communistes lancent, à partir de 1978, une ambitieuse politique de modernisation. L'édification de l'"économie socialiste de marché" est issue de leur volonté de hisser la Chine au rang des plus grandes puissances économiques mondiales.

Si cette politique d'ouverture est marquée par l'abandon progressif de la primauté de l'idéologie, les cadres politiques du communisme sont sévèrement maintenus. Le concept d'"économie socialiste de marché", dont les termes même révèlent le paradoxe, illustre une double réalité : d'une part, la permanence en Chine d'un système politique rigide, qui refuse toute concession vers la démocratisation et, d'autre part, la volonté de construire une économie compétitive et toujours plus libéralisée, en rupture totale avec les codes passés.

**1978 : Deng Xiaoping et la réforme des Quatre Modernisations**

La réforme dite des Quatre Modernisations (agriculture, industrie, défense, science et techniques) avait été ébauchée dès 1975 par Zhou Enlai (alors premier ministre de Mao), lors de la 4e Assemblée nationale populaire. Son lancement effectif est cependant le fait de Deng Xiaoping (à la tête du Parti communiste chinois de 1978 à 1997). Dès son accession au pouvoir, il fixe deux objectifs : consolider l'assise du parti (PCC) et hisser son pays au rang des grandes puissances mondiales. Pour Deng, *"peu importe qu'un chat soit blanc ou gris pourvu qu'il attrape la souris"*. *"Il est glorieux de s'enrichir"* : tel est le slogan officiel de sa politique pragmatique. La réforme implique donc la réhabilitation de la notion de profit, une disparition progressive de la planification de l'économie et une volonté affichée de moderniser le pays. Elle concerne surtout, de 1978 à 1984, l'agriculture.

**Le "système de responsabilité" paysan**

La décollectivisation des terres et la redistribution de lots sur la base de l'unité familiale s'organisent en 1978. Les communes populaires disparaissent. Désormais, si le paysan n'est pas, à proprement parler, propriétaire de la terre, il en a toutefois la jouissance durant quinze ans. Les autorités mettent en place un "système de responsabilité", qui permet au paysan d'être rémunéré pour sa production. Les paysans sont libres de choisir leurs cultures et les quantités ne sont plus soumises à quota. Un petit marché libre se développe. A partir de 1982, le "système de responsabilité" au niveau des familles est généralisé dans les villages. La libéralisation de la plupart des produits agricoles est autorisée, signifiant la fin de l'achat planifié par l'Etat. Le niveau de vie de la population rurale s'améliore sensiblement.

**Début de privatisation de l'économie**

La constitution d'entreprises privées est légalisée pour l'industrie légère et les services. La création de sociétés mixtes avec des capitaux étrangers est désormais possible. Deng Xiaoping lance la réforme dite de la "porte ouverte", qui ouvre la Chine vers l'extérieur. Les investissements étrangers sont désormais souhaités et leur accueil est concentré vers un ensemble de zones ouvertes au commerce extérieur. Cinq zones économiques spéciales (ZES) sont destinées aux entreprises étrangères à partir de 1979 (dont les villes de Canton et Shanghaï ainsi que la zone de Shenzhen, près de Hongkong), ainsi que des zones franches. Ces ZES constituent des laboratoires expérimentaux pour la Chine, lui permettant de s'ouvrir progressivement aux techniques du commerce extérieur.

**Généralisation de la réforme à partir de 1984**

Le troisième plénum du 12e comité central décide, en 1984, l'extension de la réforme à l'ensemble de l'économie chinoise. Elle se traduit par : une volonté de décentralisation, à travers le transfert de deux tiers des postes administratifs à Pékin vers les provinces ; le début de la réforme des entreprises d'Etat, dans un souci d'accroissement de leur autonomie de gestion ; l'abandon total de la livraison à l'Etat de produits agricoles selon des quotas.

Quatorze nouvelles villes côtières sont déclarées "ouvertes" en avril 1984. Elles peuvent commercer avec l'étranger et bénéficient d'une liberté plus grande en matière fiscale et douanière, afin d'attirer des techniques et des capitaux étrangers. En 1987, le "système de responsabilité" est étendu au secteur industriel. A la même date, le terme d'"entreprise privée" est reconnu officiellement pour la première fois.

En mai 1985, les prix de 1 800 produits sont libérés.

**1989-1991 : ralentissement des réformes de modernisation**

Une période d'inflation très forte et de troubles politiques intenses provoque un arrêt momentané des réformes économiques. Les factions conservatrices du PCC l'emportent provisoirement, après les évènements du printemps de Pékin et les émeutes de Tiananmen, en juin 1989.

Cinq mois plus tard, lors du 5e plénum du comité central, les factions conservatrices réussissent à infléchir les orientations politiques vers un retour à la planification. Elles cherchent à imposer la restauration du contrôle des prix, critiquent le développement du secteur non étatique et le développement du marché. Des projets de renationalisation de la terre et de collectivisation rurale sont ébauchés. Mais la victoire des conservateurs est de courte durée : Deng Xiaoping reprend rapidement en main les réformes de modernisation.

**L'officialisation du concept de "socialisme de marché"**

En mars-avril 1992, Deng Xiaoping impose à l'Assemblée nationale l'abolition des mesures économiques de rétorsion, prises au lendemain des émeutes des Tiananmen. Le 14e congrès du PCC marque l'accélération des réformes de modernisation et d'ouverture : la priorité est recentrée sur le développement du secteur public ; il est décidé d'accentuer encore davantage la restructuration des entreprises d'Etat, alors qu'est enclenchée la privatisation des petites entreprises d'Etat. Les autorités chinoises ne souhaitent pas vendre les entreprises d'Etat, mais agissent selon le précepte : *"garder les grandes, laisser partir les petites"* ; les entreprises doivent s'adapter aux règles d'une économie de marché ; mise en place d'un marché national unifié, permettant de lier marchés urbains et marchés ruraux ; la notion d'"économie de marché socialiste" est adoptée et, en mars-avril 1993, est inscrite dans le préambule de la Constitution.

Zhu Rongji lance une réorganisation du système bancaire. De 1992 à 1995, il s'empare du contrôle de la Banque centrale et se charge de lui donner un rôle majeur face aux banques commerciales. Il crée par ailleurs un comité de politique monétaire, nommé pour six ans par le gouvernement, qui seul détient les clés de la politique de la Banque centrale.

**1997 : accélération de la réforme des entreprises d'Etat**

Au 15e congrès du Parti de 1997, Zhu Rongji fait de la restructuration des entreprises d'Etat dans le secteur industriel le pivot de sa réforme. Il en donne une nouvelle définition, qui inclut les sociétés anonymes conjointes et l'actionnariat avec des investisseurs privés. La réforme de Zhu Rongji implique la privatisation des logements et la mise en place d'un régime d'assurances chômage et de retraites. Ceux-ci étaient jusqu'alors pris en charge par les entreprises d'Etat.

Ce mouvement de restructuration entraîne aussi la disparition d'institutions ministérielles, dont le nombre passe de 29 à 40, et une réduction de moitié du corps des fonctionnaires, qui de huit millions passent à  quatre millions. Zhu Rongji, premier ministre de mars 1998 à mars 2003, annonce sa volonté de remettre à flot en trois ans les entreprises d'Etat déficitaires. En 1997-1998, la Chine échappe à la crise asiatique, notamment en raison de l'inconvertibilité de sa monnaie, le yuan (aussi appelé renminbi). Cette inconvertibilité, signe d'une économie encore fermée et imparfaitement mondialisée, confirme la Chine dans sa décision de conserver une monnaie sous-évaluée (au grand dam des Etats-Unis, qui souffrent de la compétitivité des produits chinois).

En 1999, un amendement de la Constitution définit le secteur privé en tant que *"composante importante"* de l'économie chinoise.

**2001 : entrée de la Chine à l'OMC**

La Chine devient le 143e membre de l'Organisation mondiale du commerce en décembre 2001, après quatorze années de négociations. Cette adhésion - point d'orgue de la politique d'ouverture et de modernisation entamée en 1978 -, marque une véritable étape dans l'évolution de l'économie chinoise. La disparition progressive des barrières tarifaires et douanières permettra une pénétration économique étrangère accrue. Par cet accord, la Chine tourne définitivement le dos au passé et accepte une libéralisation de son économie.

**16e congrès du PCC**

Les entrepreneurs privés sont autorisés à devenir membres du PCC, à l'issue du 16e congrès de ce parti, en novembre 2002. En mars 2003, Wen Jiabao succède à Zhu Ronji au poste de premier ministre.